

**Article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Ce formulaire n'est pas applicable aux installations classées pour la protection  
de l'environnement**

**Ce formulaire complété sera publié sur le site internet de l'autorité administrative de l'Etat  
compétente en matière d'environnement**

**Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative**

**Cadre réservé à l'administration**

Date de réception :  
16/12/13

Dossier complet le :  
19/12/13

N° d'enregistrement :  
F08213P0658

**1. Intitulé du projet**

Extension de la zone d'activités des Grandes Terres sur la commune de Saint-Germain-Laval (42)

**2. Identification du maître d'ouvrage ou du pétitionnaire**

**2.1 Personne physique**

Nom

Prénom

**2.2 Personne morale**

Dénomination ou raison sociale

Communauté de Communes des Vals d'Aix et Isable

Nom, prénom et qualité de la personne  
habilitée à représenter la personne morale

Monsieur Bernat, Président

RCS / SIRET

2442006140067

Forme juridique

EPCI

**Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1**

**3. Rubrique(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et  
dimensionnement correspondant du projet**

N° de rubrique et sous rubrique	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la rubrique
34°	Extension de la zone d'activités des Grandes Terres à destination d'activités économiques créant une surface de plancher de l'ordre de 33 000 m <sup>2</sup> sur une emprise de 6,6 hectares environ.
6°d)	Elargissement de la voie communale existante au Nord de la zone d'activités actuelle sur un linéaire d'environ 400 m et création d'une aire de retournement pour la desserte de la zone future.

**4. Caractéristiques générales du projet**

**Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1**

**4.1 Nature du projet**

Aménagement de l'extension de la zone d'activités économiques des Grandes Terres de la Communauté de Communes des Vals d'Aix et Isable (CCVAI), située sur la partie Nord du territoire de Saint-Germain-Laval (42), le long de la RD 8, à environ 1km de l'échangeur avec l'autoroute A89 situé sur la commune limitrophe d'Amions. La zone est desservie par la RD 8 et une voie communale qui sera réaménagée pour la desserte de l'extension de la zone d'activités. Cette extension est prévue sur environ 6,6 hectares, sous forme de permis d'aménager qui seront déposés suivant la maîtrise foncière et le rythme de commercialisation des terrains. L'extension projetée est découpée en 3 secteurs (cf. annexe 7).

Secteur 1: il est localisé au Nord du chemin rural qui conduit au hameau de Cherchant depuis l'entrée de la zone d'activités et s'étend sur une superficie d'environ 4 ha. Il est bordé au Nord par l'A89 et s'inscrit en partie à l'intérieur du périmètre défini par la marge de recul de 50 m positionnée à partir de l'axe de l'autoroute. Une partie de ce secteur est sous maîtrise foncière publique, 2,1 hectares environ. Les travaux d'aménagement pourront y commencer plus rapidement que sur les autres secteurs.

Secteur 2: il s'inscrit à l'Est de la zone existante et à l'arrière de l'entreprise Germeca. Le tènement mesure 6 200 m<sup>2</sup>. II intègre la voie communale qui sera déclassée et condamnée lors de la première phase d'aménagement. II est délimité au Sud par la présence de la zone humide liée aux écoulements des fossés et du tènement amont.

Secteur 3: il est situé au Nord de l'entrée de la zone d'activités sur un terrain positionné en contrebas de la voie d'accès à la zone des Grandes Terres. Le secteur s'étend sur 1,3 hectares.

## 4.2 Objectifs du projet

Au titre de sa compétence obligatoire portant sur le développement économique et l'aménagement du territoire, la CCVAI a aménagé en 1992 une ZAC de 11 hectares. Cette ZAC des Grandes Terres, disposant du label Qualité Loire, située à St Germain Laval, à 500 mètres de l'échangeur de l'A72, est désormais entièrement remplie ; la CCVAI n'est donc désormais plus en capacité de proposer des terrains dédiés à l'activité économique. Par ailleurs, les deux zones artisanales communales du canton (St Germain Laval et St Martin La Sauveté) sont elles aussi saturées.

De plus, l'arrivée de l'A89 à proximité de la CCVAI ouvre de nouvelles perspectives de développement aussi bien dans le domaine de l'économie que de l'habitat ou encore des loisirs.

Les élus de la CCVAI ont donc envisagé une extension de cette zone d'activités sur une surface de 6,6 hectares au Nord Ouest de la ZAC actuelle. Ces hectares ont été classés en zone AUF dans le cadre du PLU de la commune de St Germain Laval en cours de validation. Cette extension s'inscrira dans la démarche qualité reconnue par le label Qualité Loire du Conseil Général de la Loire et mettra l'accent sur la qualité paysagère et le développement durable.

Ces 6,6 hectares correspondent aux besoins économiques de la CCVAI à une échéance de 10 ans tels qu'ils ont été identifiés par deux études qui ont été réalisées en 2010 à la fois au niveau du Syndicat mixte Roannais Pays de Rhône-Alpes mais aussi dans le cadre du Contrat Territorial de Développement signé entre le Conseil Général de la Loire et 5 Communautés de Communes (Vals d'Aix et Isable, Balbigny, Feurs, Montagnes du Haut Forez et Pays Entre Loire et Rhône).

## 4.3 Décrivez sommairement le projet

### 4.3.1 dans sa phase de réalisation

Le projet d'extension de la zone peut s'imaginer en trois phases d'aménagement distinctes dans le temps. Tout d'abord la desserte du tènement appartenant à la CCVAI, qui desservira simultanément le secteur n°2, soit une superficie de 2,75 hectares environ. L'aménagement de la seconde partie du secteur n°1 sera réalisée lorsque l'acquisition foncière sera réalisée, soit une superficie de 1,8 hectares environ. Enfin viendra l'aménagement du 3ème secteur d'une superficie de 1 hectare environ.

Le phasage des aménagements est présenté en pages 3 et 4 de l'annexe 7.

### 4.3.2 dans sa phase d'exploitation

L'extension de la zone d'activités des Grandes Terres de la CCVAI est destinée à accueillir tout type d'activités économiques, à l'exclusion des activités commerciales. Compte tenu de la surface de la zone et des besoins identifiés par les études menées dans le cadre du Contrat Territorial de Développement de l'A89, la zone a plutôt vocation à accueillir des PME artisanales et industrielles.

La construction et l'entretien des lots privatifs seront à la charge des acquéreurs.

La décision de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

2 ou 3 Permis d'aménager en fonction des acquisitions foncières et du rythme de commercialisation

Demande d'examen préalable à la réalisation ou non d'une étude d'impact (article R.112-3 du Code de l'Environnement) pour le dossier d'enquête préalable à la DUP.

Grandeurs caractéristiques	Valeur
Superficie globale du projet y compris voie communale et bassin de rétention	66 100 m <sup>2</sup>
Superficie du terrain d'assiette de l'extension	58 950 m <sup>2</sup>
dont secteur n°1	39 450 m <sup>2</sup>
secteur n°2	6 200 m <sup>2</sup>
secteur n°3	13 300 m <sup>2</sup>
Surface de plancher (de l'ordre de)	33 000 m <sup>2</sup>
Linéaire de voirie requalifiée	environ 400 ml

Secteur des Grandes Terres  
à Saint-Germain-Laval (42)  
Le long de la RD 8 au Sud de  
l'A89.  
Parcelles cadastrées 12, 21,  
4 et 5

Communes traversées :

ZAC des Grandes Terres créée par arrêté du 05/09/1995  
Etude d'impact datant de septembre 1992

Non ☒

**Si oui, de quels projets se compose le programme ?**

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

## 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

### 5.1 Occupation des sols

#### Quel est l'usage actuel des sols sur le lieu de votre projet ?

Les terrains concernés par l'extension de la zone d'activités des Grandes Terres sont constitués de prairies de pâture.

Existe-t-il un ou plusieurs documents d'urbanisme (ensemble des documents d'urbanisme concernés) réglementant l'occupation des sols sur le lieu/tracé de votre projet ?

Oui ☐

Non ☒

Si oui, intitulé et date d'approbation :

Précisez le ou les règlements applicables à la zone du projet

La commune de Saint-Germain-Laval est située dans le périmètre du SCOT "Loire Centre" en cours d'élaboration. La commune de Saint-Germain-Laval ne dispose pas actuellement de document d'urbanisme. Les règles du RNU s'appliquent au territoire communal. Le projet de PLU de Saint-Germain-Laval a été arrêté le 30 juillet 2013. L'enquête publique se déroulera du 17/12/13 au 14/01/2014. Le secteur du projet est classé en zone AUf au projet de PLU. La zone AUf est un espace destiné à recevoir des activités économiques, artisanales, industrielles. Elle constitue l'extension Nord de la zone d'activités intercommunale des Grandes Terres. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité, et d'assainissement existants à la périphérie immédiate de la zone ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone. Une orientation d'aménagement a été définie sur cette zone AUf.

Pour les rubriques 33° à 37°, le ou les documents ont-ils fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☒

### 5.2 Enjeux environnementaux dans la zone d'implantation envisagée :

Complétez le tableau suivant, par tous moyens utiles, notamment à partir des informations disponibles sur le site internet <http://www.developpement-durable.gouv.fr/etude-impact>

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ou couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur d'étude est situé dans la ZNIEFF de type II n°4209 "Plaine du Forez" et dans la ZICO "Plaine du Forez".
en zone de montagne ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (régionale ou nationale) ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par le PPBE de l'Etat dans la Loire approuvé le 25 février 2011, car elle est traversée par l'autoroute A89.

dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Un inventaire des zones humides a été réalisée dans le cadre des études environnementales menées pour le projet, ce qui a permis d'exclure les zones humides du périmètre à aménager (cf. annexe 6 pages 50 à 54) .
dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou par un plan de prévention des risques technologiques ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un site inscrit ou classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Lequel et à quelle distance ?</b>
d'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les zones Natura 2000 les plus proches sont la ZPS n°FR8212024 "Plaine du Forez" située à environ 3,4 km au Sud-est du projet et la ZPS n°FR8212026 "Gorges de la Loire aval" située à environ 4,6 km à l'Est du projet.
d'un monument historique ou d'un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

## 6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

### 6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Domaines de l'environnement :		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet d'extension de la zone d'activités des Grandes Terres n'engendrera pas de prélèvements d'eau directement dans la nappe ou le sous-sol et sera raccordé au réseau de distribution existant sur la commune de Saint-Germain-Laval et géré par la SAUR.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Compte tenu de la topographie du site, le projet risque a priori d'être déficitaire en matériaux (volume des terrassements cependant difficile à estimer - cela dépendra des projets de construction des entreprises qui s'installeront sur le site).
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les terrains concernés par le projet d'extension sont constitués de prairies de pâture mésophiles qui présentent un cortège floristique relativement ordinaire et banalisé par les amendements dus au pâturage. L'ensemble des secteurs présentant des sensibilités écologiques (mares, haies, zones humides) ont été exclus du périmètre à aménager lors des études préalables. A l'origine, 12 hectares étaient envisagés pour l'extension de la zone et ont été réduits à environ 6,6 hectares pour tenir compte des sensibilités environnementales du site (cf. Annexe 6).
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les terrains concernés par le projet d'extension de la zone des Grandes Terres correspondent à des prairies de pâture. Leur mutation est cependant actée dans le projet de PLU de Saint-Germain-Laval arrêté le 30 juillet 2013.
Risques et nuisances	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	On notera que l'A89, axe important de circulation et de transport de marchandises, passe au Nord du site de l'extension de la zone d'activités (risque lié au transport de marchandises dangereuses sur l'A89).
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est situé en zone de sismicité 2 (faible). Il est également situé en zone d'aléa faible au retrait-gonflement des argiles.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Commodités de voisinage	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Une élévation des niveaux sonores en phase chantier est attendue, comme pour tous travaux. Les émergences de bruit respecteront le cadre de la réglementation afin de ne pas nuire à l'environnement du projet. En phase de "fonctionnement" du projet, les niveaux sonores attendus (activités et trafic lié) ne sont pas de nature à engendrer un risque pour la santé humaine par le biais d'une augmentation excessive des niveaux sonores, pour les riverains du site (quelques habitations à l'Ouest de la zone et au Sud de l'autre côté de la RD 8).
	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	



	<p>Engendre-t-il des émissions lumineuses?</p> <p>Est-il concerné par des émissions lumineuses ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<p>Il est prévu d'éclairer les voies de desserte de l'extension de la zone d'activités (comme dans la zone existante).</p>
	<p>Engendre-t-il des rejets polluants dans l'air ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Pollutions	<p>Engendre-t-il des rejets hydrauliques ?</p> <p>Si oui, dans quel milieu ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les eaux pluviales seront collectées par un réseau d'assainissement séparatif, puis rejeté au fossé existant qui a pour exutoire l'Isable, avec un débit limité après rétention dans des bassins positionnés au point bas de chaque secteur à aménager.</p>
	<p>Engendre-t-il la production d'effluents ou de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Des déchets sont attendus en phase chantier, comme pour tous travaux. Ils seront triés et gérés pour être recyclés ou revalorisés (cf. réglementation en matière de gestion des déchets de chantier). La production de déchets non dangereux en phase d'exploitation correspond classiquement à la production de déchets de type ménagers. Ceux-ci seront régulièrement collectés via les filières existantes sur le territoire de Saint-Germain-Laval. Les entreprises gèreront leurs déchets spécifiques liés à leur activité. Les eaux usées seront collectées et renvoyées vers le réseau collectif existant pour être traitées à la station d'épuration située au niveau de la zone d'activités existante. Celle-ci est constituée d'une fosse toutes eaux d'une capacité de 83 EH et d'un filtre à sable d'une capacité de 200 EH. La fosse toutes eaux sera remplacée pour l'extension de la zone d'activités.</p>
Patrimoine / Cadre de vie / Population	<p>Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le projet est situé en dehors des périmètres de protection des monuments historiques recensés à Saint-Germain-Laval. Aucun site archéologique n'est recensé sur le secteur du projet.</p> <p>A noter que le travail des urbanistes et paysagistes dans le respect des futures règles d'urbanismes, garantit une bonne intégration paysagère du projet, le long de la RD 8 et de l'A89. De plus l'extension de la zone s'inscrit dans la démarche de qualité reconnue par le label Qualité Loire du Conseil Général de la Loire et mettra l'accent sur la qualité paysagère et le développement durable.</p>
	<p>Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme / aménagements) ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'usage des sols sera modifié, passant d'une vocation agricole (pâtures) à une vocation économique (zone destinée à accueillir des entreprises), conformément aux orientations de la commune de Saint-Germain-Laval qui sont retranscrites dans le projet de PLU.</p>



**6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets connus ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

**6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

## 7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une étude d'impact ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Au regard du formulaire et des études préalables réalisées, il n'est pas nécessaire que le projet d'extension de la zone d'activités des Grandes Terres fasse l'objet d'une étude d'impact.

L'état initial de l'environnement réalisé entre 2010 et 2012 sur un secteur d'extension envisagé de 12 hectares a permis d'identifier les secteurs écologiquement sensibles (mares, zones humides, haies,...) ce qui a conduit la Communauté de Communes à réduire le périmètre de l'extension de la zone d'activités pour éviter les impacts sur ces secteurs. L'analyse réalisée permet de prendre en compte les différents thèmes environnementaux et le projet proposé tient compte de l'ensemble des sensibilités et contraintes du site.

Le projet d'extension présenté ici sur environ 6,6 hectares, compte-tenu de sa situation en extension de la zone d'activités existante, de sa situation géographique et des études préalables menées, a de ce fait un impact très réduit sur l'environnement.

On notera également que le projet de PLU comporte un dossier de dérogation à l'article L 111-1-4 du Code de l'Urbanisme afin de déterminer sur le site des Grandes Terres, des règles d'implantation qui diffèrent de celles inscrites dans cet article (actuellement marge de recul de 100 m à l'axe de l'A89). L'étude réalisée intègre la prise en compte de la qualité de l'urbanisme et des paysages, la qualité architecturale, les nuisances et la sécurité, et il est proposé un recul des constructions par rapport à l'axe de l'A89 de 50m.



## 8. Annexes

### 8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	L'annexe n°1 intitulée « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <b>non publiée</b> ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	<b>Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° :</b> plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>

### 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 6 : Etat actuel de l'environnement réalisé par SAGE Environnement entre 2010 et 2012 - se rapportant aux parties 5.2 et 6
Annexe 7 : Etudes pré-opérationnelles techniques et financières en vue de l'extension de la zone d'activités - Note sur le phasage des aménagements, réalisée par le bureau d'Etudes Réalités en octobre 2012 - se rapportant à la partie 4.3.

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☒

Fait à Saint-Germain-Laval

le, 13 décembre 2013

Signature

